

Syndicat National Force Ouvrière des Finances Publiques Section du Calvados

DDFiP du Calvados - 7, bd Bertrand - 14034 Caen Cedex fo.ddfip14@dgfip.finances.gouv.fr

Permanence: 02.31.38.34.61

Première Organisation Syndicale dans le Calvados

Comité Départemental d'Action Sociale du 20 février 2018 : Liminaire

Monsieur le Président,

Que vous dire en début d'année 2018 à part notre incompréhension et notre grand étonnement sur le nouveau budget de ce CDAS.

Les représentants FO-DGFIP s'étonnent de voir écrit dans la note d'orientation pour l'action sociale ministérielle du 30 janvier que le budget ministériel de cette année est en augmentation :

- Pour "préserver les moyens d'actions en matière de restauration, de logement et de vacances",
- Pour "un effort supplémentaire en matière d'aide à la parentalité et d'aide aux personnes en difficultés",
- Pour "le maintien des moyens humains au sein des délégations départementales".

De même, il est indiqué que "la préservation des moyens d'intervention de l'action sociale n'a de sens que si l'éventail de prestations s'adapte constamment aux besoins exprimés par le personnel" (logement, restauration, le secours aux personnes en difficulté, etc..). Et que les CDAS doivent "constituer des lieux d'échanges et d'analyse" qui "doivent nourrir le travail fait à l'échelon national". "L'expertise locale est nécessaire pour mieux cerner les priorités en faisant remonter les priorités".

Et là, nous devrions applaudir des deux mains et dire "enfin des décisions qui vont dans le bon sens!" mais (et oui, il y a un mais...) ce qui découle de ces décisions au niveau de notre département est très différent :

- Baisse de 3,5% de notre budget départemental cette année, due uniquement à la baisse des effectifs sans revalorisation des montants par bénéficiaire.
- Maintien des moyens humains que nous considérons depuis de nombreuses années, trop faibles pour parfaitement accomplir leurs missions,
- Inquiétude de plus en plus confirmée pour la restauration, pour les logements (qui n'ont de sociaux que le nom au vu des prix pratiqués).

Pour ce qui est de ce CDAS, lieu d'échange et d'analyse, nous vous reconnaissons la liberté d'évoquer les différents problèmes rencontrés dans ce département, et nous vous en remercions. Nous devons quand même reconnaître que votre action se trouve limitée par ce maigre budget et par les politiques très contraignantes de nos différentes directions.

Les représentants FO-DGFIP s'inquiètent de l'avenir de l'action sociale, surtout depuis leur rencontre avec le Directeur Général de la DGFIP, M. PARENT, qui ne voyait aucun souci au sein de sa direction. Les représentants FO-DGFIP avaient l'impression de parler "le mandarin classique" au vu de l'attitude du directeur général lors de l'évocation des problèmes de l'action sociale.

Les représentants FO-DGFIP resteront vigilants durant cette année de gestion pour que les droits des agents soient préservés et que les dossiers, qui se présentent devant nous, ne restent pas sans solutions viables.

